



Observatoire du Sport Creuse 2026

Observatoire du Sport Départemental (Creuse)

Enquête réalisée par le CDOS de la Creuse entre **Janvier et Mai 2026** auprès des Comités Départementaux Sportifs de la Creuse.

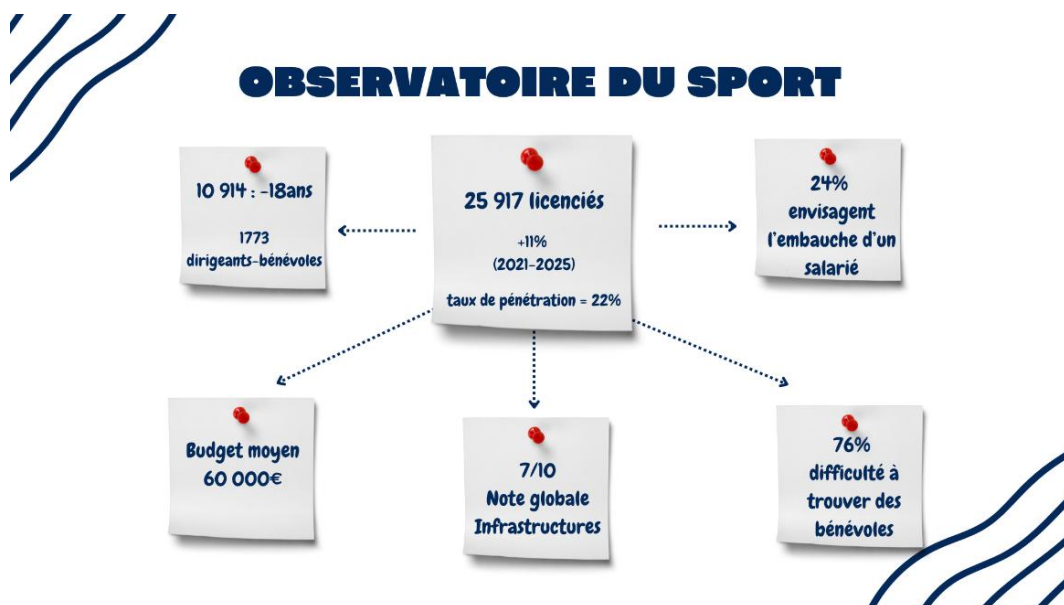
Au 25 mai, **92% des comités** départementaux sportif ont été sondés (en excluant les comités en sommeil : temporairement inactifs ou qui fonctionnent à un rythme très réduit).

Ces comités représentent environ **96% des licenciés creusois** si on se rapporte aux chiffres des licences fournis par l'INJEP.

Dans le prolongement de l'étude initiée sur l'évolution des **Comités Départementaux Sportifs de la Creuse**, le Comité Départemental Olympique et Sportif a décidé de pérenniser cette démarche à travers cet **Observatoire du Sport départemental**. Cet outil a pour objectif de **recueillir des données fiables et comparables** dans le temps afin d'offrir une **vision d'ensemble** des dynamiques, des besoins et des défis rencontrés par les structures sportives du territoire.

L'ambition de cette enquête est double : d'une part, **accompagner les comités dans leur développement** en identifiant les leviers d'action prioritaires, et d'autre part, **mesurer de manière concrète l'impact des politiques publiques** mises en œuvre en faveur du sport. L'observatoire repose sur **cinq axes majeurs** jugés structurants : les licenciés et bénévoles, les aspects budgétaires, l'emploi et la professionnalisation, l'organisation d'événements, ainsi que l'état des infrastructures. Chacun de ces volets contribue à dresser un état des lieux précis et à éclairer les choix stratégiques à venir pour le développement du sport en Creuse.

La **reconduction annuelle** de cet outil permet non seulement d'assurer un **suivi rigoureux** de l'évolution du mouvement sportif local, mais aussi de renforcer la **lisibilité et la cohérence des actions menées**. Grâce à l'implication massive des comités cette année encore, cet observatoire confirme son rôle essentiel dans l'accompagnement des acteurs du sport creusois.

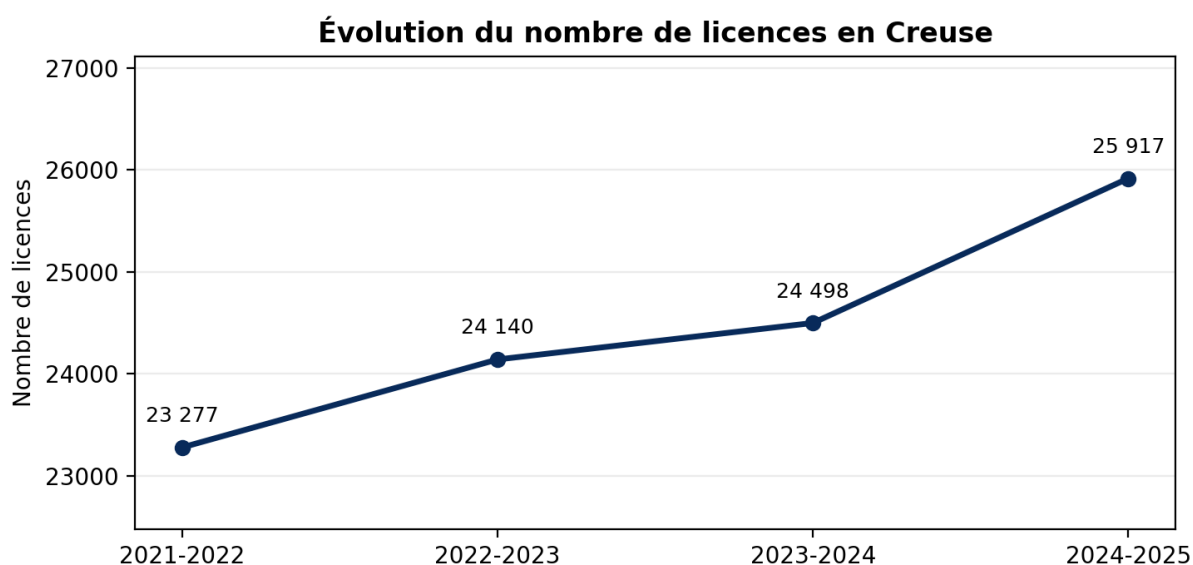




• Les licenciés

La saison 2024-2025 confirme la dynamique positive du mouvement sportif creusois. Le nombre de licences départementales atteint 25 917 contre 24 498 lors de la saison précédente, soit une progression de près de 5,8 %. Cette évolution permet au territoire de poursuivre sa remontée après la crise sanitaire et de dépasser désormais de plus de 11 % le niveau observé en 2021-2022. Le taux de pénétration atteint environ 22 %, témoignant d'un engagement sportif important de la population creusoise.

Les retours des comités départementaux mettent en évidence plusieurs facteurs explicatifs de cette progression. De nombreuses disciplines constatent une augmentation régulière de leurs effectifs depuis plusieurs saisons. Certains comités soulignent notamment que le niveau de pratique d'avant la crise sanitaire n'avait pas encore été totalement retrouvé lors de la saison précédente et que les efforts engagés en matière de développement territorial portent aujourd'hui leurs fruits.



Cette croissance est particulièrement visible dans les disciplines qui ont renforcé leurs interventions auprès des jeunes et du milieu scolaire. Le Comité Départemental de Handball enregistre ainsi une augmentation d'environ 10 % de ses licenciés entre 2021 et 2025, dans la continuité d'une progression observée depuis plusieurs années grâce aux actions menées auprès des établissements scolaires. D'autres structures observent également une hausse des licenciés jeunes et adultes, confirmant l'intérêt croissant pour une pratique sportive diversifiée et accessible.

Le retour ou la relance de certaines structures contribue également à cette dynamique. Le Comité Départemental de Rugby souligne par exemple le redémarrage du club de Dun-le-Palestel après plusieurs années de sommeil, permettant l'arrivée d'une cinquantaine de nouveaux licenciés. D'autres disciplines constatent une augmentation du nombre de pratiquants seniors tout en observant parfois une légère diminution des effectifs chez les plus jeunes.

L'UFOLEP demeure l'un des principaux moteurs de cette croissance avec une augmentation de 1 368 licences. Le comité indique avoir retrouvé un niveau d'activité supérieur à celui observé avant la période Covid grâce à un développement adapté aux besoins des territoires. De même, plusieurs disciplines telles que le basket ou le kayak poursuivent leur progression grâce à une structuration renforcée de leur réseau associatif.

Toutefois, cette dynamique positive n'est pas uniforme. Certains comités signalent des fragilités persistantes. Le vieillissement des pratiquants constitue notamment un enjeu pour plusieurs disciplines. L'un des comités indique ainsi que près de 45 % de ses licenciés sont âgés de plus de 70 ans, laissant présager une baisse importante des effectifs à moyen terme. D'autres évoquent la perte de licenciés consécutive à l'arrêt du dispositif Pass'Sport ou encore les difficultés à fidéliser les jeunes en milieu rural.

Malgré ces disparités, les tendances observées restent encourageantes. Plusieurs comités mentionnent une stabilité retrouvée après plusieurs années de fluctuations ou une légère hausse venant confirmer la reprise engagée depuis la sortie de crise sanitaire. Ces résultats traduisent la capacité d'adaptation du mouvement sportif creusois et la mobilisation constante des bénévoles, éducateurs et dirigeants pour maintenir une offre sportive attractive sur l'ensemble du territoire.

La jeunesse demeure un pilier essentiel du sport creusois avec 10 917 licenciés de moins de 18 ans, soit 42 % des effectifs recensés. Les données recueillies font également apparaître 1 773 dirigeants-bénévoles, confirmant le rôle déterminant de l'engagement associatif dans la vitalité du mouvement sportif départemental.

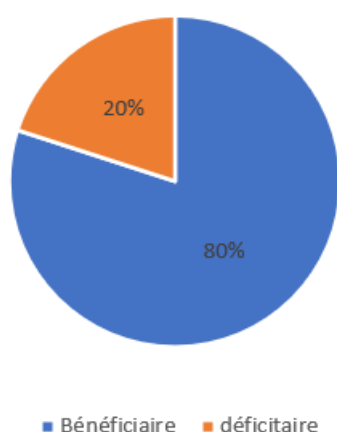


- **Les budgets**

L'analyse budgétaire porte sur les comités ayant communiqué des données financières exploitables. Les recettes cumulées s'élèvent à 1 080 051 € tandis que les dépenses atteignent 1 041 758 €, soit un résultat global positif de 38 293 €. Le budget moyen des comités s'établit à 65 000 €, mais la médiane, plus représentative des réalités locales, atteint seulement 27 630 €. Cet écart important illustre la forte hétérogénéité du mouvement sportif creusois, où coexistent des structures fortement professionnalisées et d'autres reposant essentiellement sur le bénévolat.

La situation financière apparaît globalement maîtrisée puisque 80 % des comités présentent un résultat positif ou équilibré, contre 20 % en déficit. Cette amélioration par rapport à la saison précédente traduit une capacité d'adaptation des structures dans un contexte économique encore incertain. Néanmoins, plusieurs comités soulignent que ces résultats favorables reposent parfois sur des éléments ponctuels tels que des ventes exceptionnelles, des reports de dépenses, une gestion prudente de la trésorerie ou encore le maintien de certains soutiens financiers.

Situation financière des comités sportifs



L'analyse des dépenses fait apparaître plusieurs postes majeurs. Les salaires et charges de personnel demeurent le premier poste de dépense pour les structures employeuses. Viennent ensuite les déplacements, particulièrement impactants dans un département rural comme la Creuse où les distances de déplacement sont importantes. Les frais liés aux compétitions, à l'organisation d'événements, aux formations, à la logistique, aux fournitures, à l'achat de matériel sportif ou encore aux mises à disposition de personnel constituent également des dépenses significatives selon les disciplines.

Du côté des recettes, les subventions publiques restent le pilier du financement des comités départementaux. Elles sont complétées par les cotisations et licences, les reversements fédéraux, les prestations de services, les animations sportives, les événements organisés ainsi que différentes aides spécifiques à l'emploi ou à la formation. Certains comités bénéficient également de partenariats locaux ou de financements liés à des projets particuliers.

Les réformes et évolutions des dispositifs de financement continuent d'avoir un impact notable sur les structures sportives. Ainsi, 56 % des comités déclarent rencontrer des difficultés modérées liées à ces évolutions, tandis que 19 % évoquent des difficultés importantes. Plusieurs réponses mentionnent notamment les conséquences de l'arrêt ou de la réduction de certains dispositifs nationaux tels que le Pass'Sport, la baisse de certaines enveloppes fédérales ou encore les difficultés liées à l'évolution des critères d'attribution des aides.

Concernant le Projet Sportif Fédéral (PSF), la majorité des comités (69 %) estime que les financements sont restés relativement stables. Toutefois, près d'un tiers des répondants constate une diminution des montants obtenus. Les retours recueillis mettent en évidence des perceptions contrastées : certains saluent la stabilité du dispositif tandis que d'autres regrettent une baisse des financements, une complexité administrative accrue ou encore des critères parfois éloignés des réalités du terrain.

Les attentes exprimées par les comités convergent autour de plusieurs priorités fortes :

- Garantir le maintien et la stabilité des aides existantes afin de sécuriser les projets associatifs dans la durée.
- Mieux prendre en compte les spécificités des territoires ruraux, notamment les coûts de déplacement, la faible densité de population et les contraintes d'organisation.
- Simplifier les procédures administratives et les appels à projets, jugés parfois trop complexes et chronophages.
- Renforcer le soutien aux emplois sportifs, à la formation des bénévoles et au développement des pratiques.
- Améliorer la visibilité des dispositifs de financement afin de permettre aux structures de mieux anticiper leurs actions et leurs investissements.

Aides financières sollicitées

Dispositif ou financeur	% des comités ayant demandé une subvention
Conseil Départemental	100%
ANS – Plan fédéral	87%
FDVA 2	69%
ANS – Plan sportif territorial	31%

Ces résultats confirment le rôle central des financements publics dans le fonctionnement et le développement du mouvement sportif creusois.

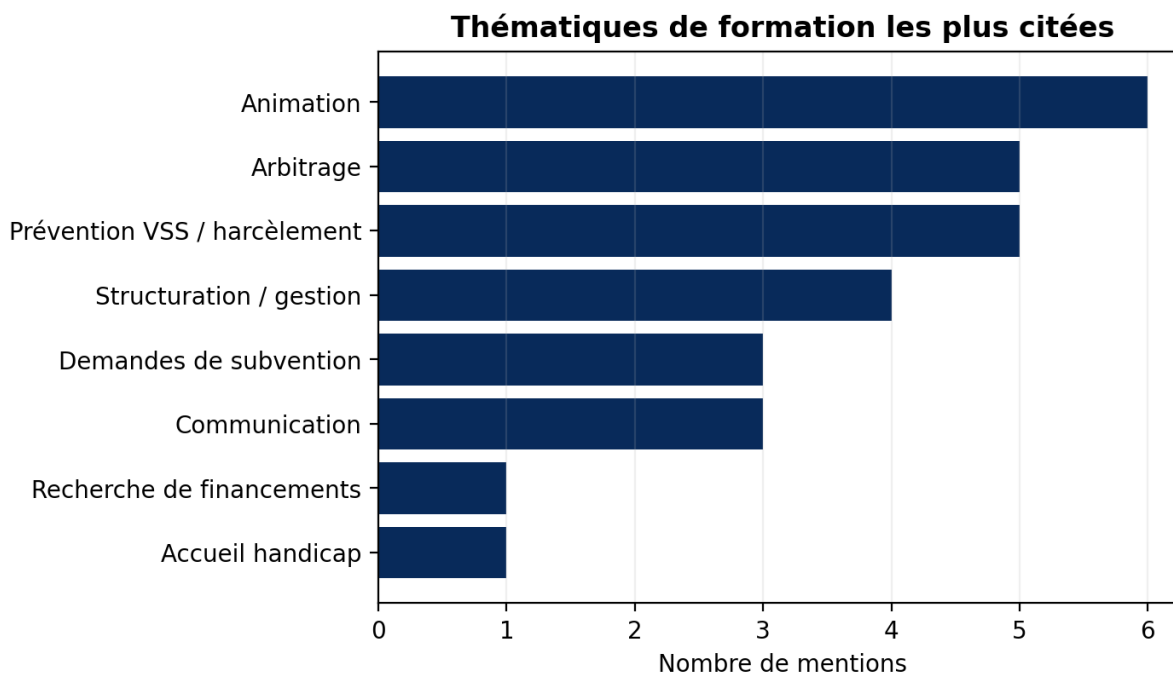
Cette analyse met en évidence une situation financière globalement stable mais encore fragile. Les comités démontrent une réelle capacité d'adaptation, mais leur équilibre économique demeure fortement dépendant des soutiens publics et de l'évolution des politiques de financement du sport. Le maintien d'un accompagnement adapté apparaît ainsi comme un enjeu majeur pour assurer la pérennité et le développement du sport en Creuse.

- **Le bénévolat**

Le bénévolat demeure le principal point de tension du mouvement sportif creusois. Parmi les comités répondants, 76 % déclarent rencontrer des difficultés pour recruter ou renouveler leurs équipes bénévoles. Si ce taux est légèrement inférieur à celui observé lors des précédentes éditions de l'observatoire, il reste particulièrement élevé et constitue un frein majeur au développement des associations sportives.

Les difficultés évoquées sont relativement homogènes d'une discipline à l'autre. Le manque d'engagement durable constitue le principal obstacle cité par les répondants. Plusieurs comités soulignent également les contraintes personnelles et professionnelles qui limitent la disponibilité des bénévoles, ainsi que les difficultés à mobiliser de nouvelles personnes pour assumer des responsabilités associatives. En milieu rural, les distances à parcourir et le temps consacré aux déplacements représentent également un frein important à l'engagement. Les associations font ainsi souvent reposer leur fonctionnement sur un nombre restreint de dirigeants particulièrement investis, ce qui génère un risque de sur-sollicitation et d'essoufflement.

Malgré ces difficultés, les comités affichent une réelle volonté de renforcer les compétences de leurs bénévoles. Plus de la moitié souhaitent proposer au moins une action de formation au cours de la prochaine saison. Les besoins exprimés témoignent d'une volonté de professionnalisation croissante du tissu associatif sportif.



Les thématiques les plus fréquemment citées concernent l'animation et l'encadrement des activités sportives, ainsi que l'arbitrage, qui représentent des besoins prioritaires pour de nombreuses disciplines. Les aspects liés à la structuration associative occupent également une

place importante, notamment la gestion administrative, la comptabilité associative et le fonctionnement des instances dirigeantes.

Les comités expriment par ailleurs un besoin marqué d'accompagnement sur les questions de financement. La préparation des demandes de subventions, la recherche de financements publics ou privés et la compréhension des différents dispositifs d'aide figurent parmi les attentes les plus récurrentes. Cette tendance s'inscrit dans un contexte où les associations doivent diversifier leurs ressources et répondre à des exigences administratives importantes.

Les enjeux sociétaux occupent également une place croissante dans les préoccupations des acteurs sportifs. Plusieurs structures souhaitent développer des formations relatives à la prévention des violences sexistes et sexuelles, à la lutte contre le harcèlement ou encore à l'accueil des personnes en situation de handicap. Ces demandes traduisent une volonté d'améliorer l'inclusivité des pratiques sportives et de sécuriser les environnements associatifs.

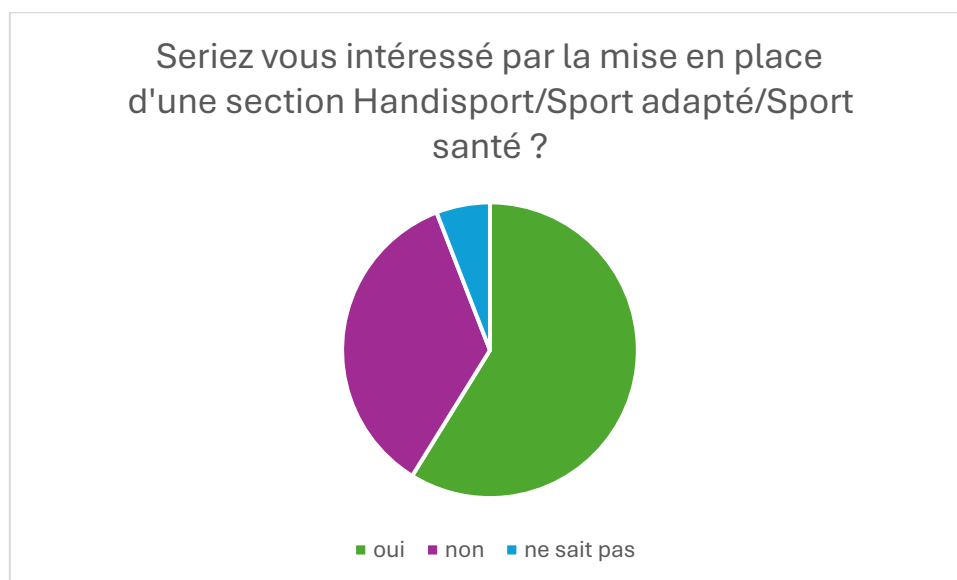
Enfin, la communication apparaît comme un axe de développement important. Plusieurs comités souhaitent renforcer les compétences de leurs bénévoles en matière de stratégie de communication afin de mieux valoriser leurs actions, attirer de nouveaux pratiquants et améliorer leur visibilité auprès des partenaires et des collectivités.

Dans ce contexte, la formation apparaît comme un levier essentiel pour renforcer l'attractivité des fonctions bénévoles, sécuriser le fonctionnement des associations et accompagner la montée en compétences des dirigeants. Les besoins exprimés confirment également le rôle que peuvent jouer le CDOS et ses partenaires dans l'accompagnement des structures sportives creusoises à travers une offre de formation adaptée aux réalités du territoire.



- **Para Sport, Sport Adapté et Sport Santé**

Le développement d'une pratique sportive plus inclusive pour les personnes en situation de handicap continue de mobiliser les acteurs du mouvement sportif creusois. Parmi les comités répondants, 59 % se déclarent favorables à la création ou au développement d'une section Handisport, Sport Adapté ou Sport Santé au sein de leur discipline, tandis que 35 % ne manifestent pas d'intérêt particulier à ce stade et 6 % ne se prononcent pas. Cette tendance confirme une prise de conscience croissante des enjeux d'accessibilité et d'inclusion dans le sport.



Les réponses recueillies montrent cependant que la situation est contrastée selon les disciplines et les territoires. Plusieurs structures disposent déjà d'actions ou de dispositifs favorisant la pratique inclusive. Certains comités mentionnent l'existence de sections Handisport locales, de dispositifs Sport Santé, d'activités de basket santé ou encore de randonnées adaptées. D'autres mettent en avant des initiatives de sport partagé associant des pratiquants valides et en situation de handicap au sein des mêmes activités. Plusieurs structures accueillent déjà régulièrement des licenciés en situation de handicap sans pour autant disposer d'une section spécifique.

Concernant l'accompagnement, les besoins apparaissent relativement partagés. Environ 38 % des comités expriment le besoin d'un soutien particulier sur la thématique du para sport, tandis qu'une majorité estime ne pas avoir de besoin immédiat. Cette situation s'explique notamment par le fait que certaines structures disposent déjà d'une expérience dans ce domaine ou considèrent que la demande locale reste encore limitée.

Les freins identifiés concernent principalement le manque de bénévoles disponibles pour développer de nouvelles activités, l'absence de demande suffisante sur certains territoires, mais également les contraintes organisationnelles et matérielles liées à l'accueil de nouveaux publics. Plusieurs répondants soulignent que le développement de sections spécifiques

nécessite un encadrement formé, du matériel adapté et une mobilisation humaine importante.

Les attentes exprimées portent avant tout sur des aspects concrets et opérationnels :

- Mieux connaître les dispositifs existants et les acteurs spécialisés.
- Former les encadrants à l'accueil des personnes en situation de handicap.
- Adapter les pratiques et les séances aux différents publics.
- Identifier les financements mobilisables pour l'acquisition de matériel spécifique.
- Développer les partenariats avec les établissements scolaires, médico-sociaux et les associations spécialisées.

Les retours montrent également que l'enjeu ne réside pas uniquement dans la création de nouvelles sections spécialisées. Pour de nombreux comités, il s'agit davantage de favoriser l'accueil inclusif au sein des structures existantes, d'accompagner les clubs volontaires et de renforcer la visibilité des actions déjà mises en œuvre.

Dans un département rural comme la Creuse, le développement du Para Sport, du Sport Adapté et du Sport Santé passe ainsi par des réponses souples et adaptées aux réalités locales : mutualisation des ressources, organisation de journées de découverte, accompagnement des clubs volontaires, mise en réseau des acteurs et valorisation des initiatives existantes. Les nombreuses expériences déjà recensées montrent que le territoire dispose d'une base solide sur laquelle poursuivre le développement d'une pratique sportive toujours plus accessible à tous.

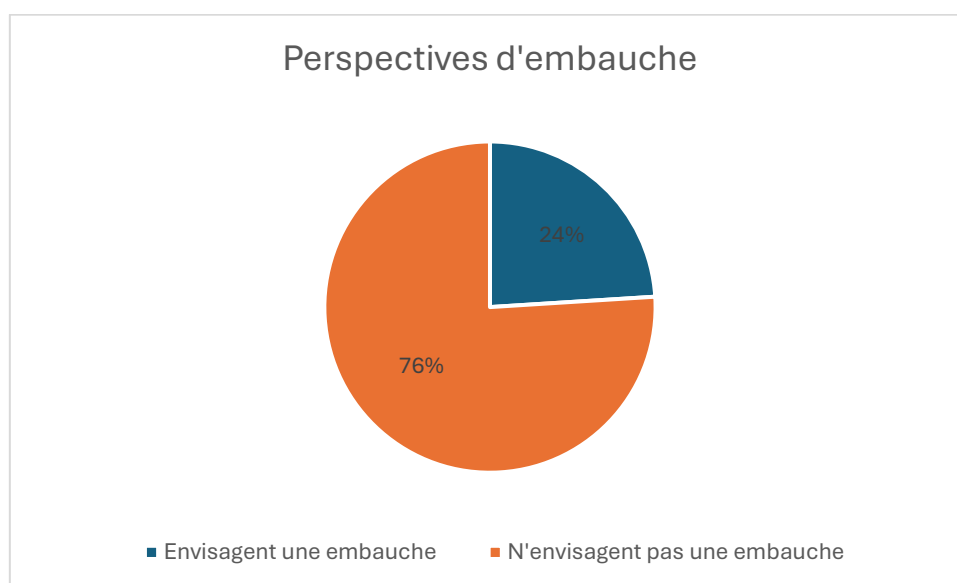


- **L'emploi**

L'emploi salarié reste concentré au sein d'un nombre limité de comités départementaux. Sur les structures interrogées, plusieurs fonctionnent exclusivement grâce à l'engagement bénévole et ne disposent d'aucun salarié. À l'inverse, quelques comités concentrent la majorité des emplois du mouvement sportif creusois. Les situations observées sont très variées, allant de quelques heures hebdomadaires à plusieurs équivalents temps plein.

Les missions confiées aux salariés concernent principalement le développement des activités, l'encadrement technique, l'administration, la coordination des projets ou encore l'accompagnement des clubs. Cette diversité illustre la professionnalisation progressive du mouvement sportif départemental, même si celle-ci reste très inégale selon les disciplines et les ressources disponibles.

Pour la saison à venir, près d'un quart des comités envisagent la création ou le recrutement d'un poste supplémentaire. Les besoins identifiés concernent principalement des missions de développement, d'appui administratif ou encore d'encadrement technique. Plusieurs structures considèrent en effet que le renforcement des ressources humaines constitue un levier essentiel pour poursuivre leur développement, accompagner les clubs affiliés ou répondre à l'augmentation des licenciés observée ces dernières années.



Toutefois, les perspectives d'embauche se heurtent encore à de nombreux freins. Le manque de financement apparaît très largement comme la principale difficulté rencontrée. La majorité des répondants évoquent l'insuffisance des ressources financières pour créer ou pérenniser un poste salarié. Certains soulignent également l'incertitude liées aux aides publiques, le coût global de l'emploi, la faible rentabilité de certaines activités ou encore les difficultés à trouver des profils adaptés aux besoins des structures.

La problématique n'est donc pas uniquement celle de la création de nouveaux emplois, mais également celle de la sécurisation des postes existants. Plusieurs comités indiquent ainsi

concentrer leurs efforts sur le maintien de leurs salariés actuels avant d'envisager de nouveaux recrutements.

L'emploi partagé constitue une piste de réflexion pour certaines structures mais ne fait pas consensus. Quelques comités y voient une solution permettant de mutualiser des compétences et de réduire les coûts. Les taux de temps partagé envisagés restent relativement faibles, généralement compris entre 15 % et 20 % du temps de travail. D'autres structures se montrent plus réservées, estimant que les besoins spécifiques de leur discipline ou les contraintes organisationnelles rendent ce modèle difficilement applicable.

Les retours recueillis montrent néanmoins que certaines fonctions pourraient faire l'objet d'une mutualisation à l'échelle départementale ou inter-associative, notamment dans les domaines :

- Du développement des pratiques ;
- De la gestion administrative ;
- De la communication ;
- De l'accompagnement des clubs ;
- De l'animation territoriale.

Dans ce contexte, plusieurs pistes apparaissent prioritaires pour soutenir la professionnalisation du mouvement sportif creusois :

- Consolider les emplois existants avant de favoriser exclusivement la création de nouveaux postes ;
- Renforcer les dispositifs d'aide à l'emploi et leur visibilité ;
- Accompagner les structures dans la recherche de financements complémentaires ;
- Étudier les opportunités de mutualisation lorsque les besoins et les projets sont compatibles.

L'enquête révèle que l'emploi s'affirme comme un enjeu majeur pour le développement du sport en Creuse. Si les besoins existent clairement sur le terrain, leur concrétisation reste fortement conditionnée à la capacité des structures à sécuriser leurs ressources financières et à s'inscrire dans une logique de professionnalisation durable.



- **L'évènementiel**

L'activité événementielle est importante, mais très variable selon les disciplines. Les données exploitables permettent d'identifier au moins 37 événements ponctuels portés directement par les comités répondants, auxquels s'ajoutent des accompagnements d'événements majeurs.

Les événements récurrents représentent un volume très important, notamment grâce au football, à l'UFOLEP et aux différents comités mettant en place des championnats départementaux. Les réponses font apparaître plus de 3 375 rencontres, compétitions, plateaux, journées ou rendez-vous récurrents, sans compter les mentions non précisément quantifiées.

Les retours des comités témoignent globalement d'une fréquentation satisfaisante. Plusieurs structures observent une stabilité, voire une augmentation de la participation. Certains événements phares enregistrent une progression du nombre de participants, notamment lorsqu'ils ciblent des publics spécifiques ou s'inscrivent dans des rendez-vous désormais bien identifiés par les pratiquants. Le Comité Départemental de cyclisme souligne notamment une hausse de la participation à ses challenges départementaux, tandis que plusieurs disciplines collectives constatent une fréquentation régulière, voire en augmentation, lors des plateaux jeunes, championnats et manifestations promotionnelles.

Les événements gratuits ou accessibles à faible coût apparaissent comme un facteur favorable à la participation. Certains comités indiquent que la gratuité permet de toucher un public plus large et de lever certains freins économiques à la pratique. Plusieurs répondants mettent également en avant les retombées positives de leurs événements en termes de visibilité, d'attractivité et de promotion de leur discipline.

Malgré ces résultats encourageants, plusieurs difficultés persistent. Les contraintes financières restent le principal frein au développement de l'évènementiel sportif. Les coûts liés aux déplacements, à la logistique, à l'encadrement, aux récompenses, à l'arbitrage ou encore à la communication pèsent fortement sur les budgets des organisateurs. Certains comités évoquent également des difficultés à maintenir un équilibre financier malgré une fréquentation satisfaisante.

Des contraintes organisationnelles sont également relevées. Plusieurs structures mentionnent le chevauchement de manifestations sur le territoire creusois, limitant parfois la participation du public. D'autres soulignent les difficultés de réservation des équipements sportifs, la disponibilité limitée des bénévoles ou encore l'impact des conditions météorologiques sur les pratiques de plein air. La randonnée pédestre note notamment une baisse de fréquentation liée à la concurrence entre événements et aux difficultés de programmation sur certaines périodes.

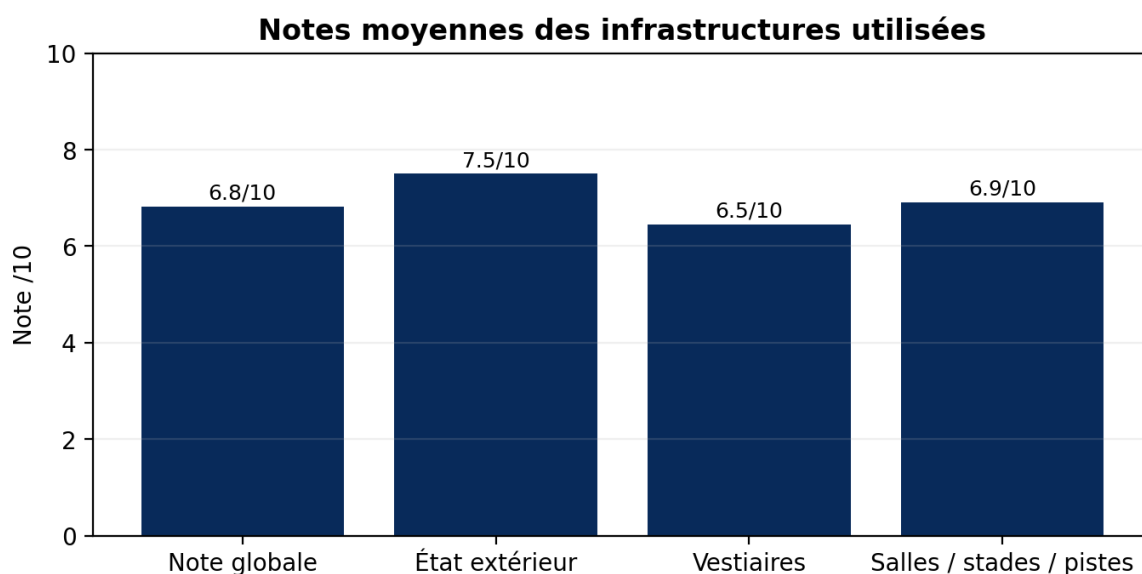
L'engagement des bénévoles continue de jouer un rôle déterminant dans la réussite des manifestations. Certains comités soulignent l'importante charge de travail que représente l'organisation d'événements, tout en mettant en avant les retours très positifs des participants et des partenaires. Cette mobilisation contribue à renforcer la cohésion associative et le dynamisme du territoire.

Au-delà de leur dimension sportive, les événements constituent ainsi un véritable outil d'animation territoriale. Ils favorisent la découverte des disciplines, renforcent la visibilité des associations, créent du lien social et participent à l'attractivité du département. Malgré les contraintes financières et organisationnelles rencontrées, l'événementiel reste l'un des principaux vecteurs de développement et de rayonnement du sport en Creuse.



• Les infrastructures

Les infrastructures sportives utilisées par les comités départementaux obtiennent une note globale moyenne de 6,8/10, traduisant une appréciation globalement satisfaisante mais nuancée. L'état extérieur des équipements est le mieux évalué avec une moyenne de 7,5/10, tandis que les vestiaires demeurent le point le plus fragile avec une note moyenne de 6,5/10. Les salles, gymnases, stades et pistes obtiennent quant à eux une note moyenne de 6,9/10.



Au-delà des notes attribuées, les commentaires des comités révèlent une réalité contrastée. Plusieurs structures soulignent que la Creuse dispose d'équipements de qualité, parfois récents ou rénovés, permettant de répondre aux besoins actuels des pratiquants. Toutefois, la majorité des répondants considère que les infrastructures vieillissent progressivement et nécessitent des investissements importants pour accompagner l'évolution des pratiques sportives.

La question des créneaux d'utilisation revient régulièrement dans les réponses. Plusieurs disciplines, notamment le basket-ball, le handball, le football ou encore le rugby, évoquent des difficultés liées à la disponibilité des gymnases et des équipements couverts. Certains comités estiment que les collectivités réalisent des efforts pour maintenir un niveau de service satisfaisant, mais regrettent néanmoins un manque de créneaux adaptés ou des équipements parfois saturés.

Les infrastructures spécialisées constituent également un sujet récurrent. Le Comité Départemental de Judo souligne une nouvelle fois l'absence d'un dojo départemental, obligeant les clubs à transporter régulièrement leur matériel lors des compétitions et stages organisés sur le territoire. Cette situation représente une contrainte logistique importante pour les bénévoles et les organisateurs.

Les disciplines de pleine nature portent quant à elles un regard particulier sur l'entretien des espaces extérieurs. Les représentants des activités de pleine nature soulignent l'importance du maintien des chemins, sentiers balisés, routes secondaires et espaces naturels. Plusieurs réponses évoquent un état parfois dégradé de certains itinéraires, nécessitant des travaux d'entretien réguliers afin de garantir la sécurité et la qualité de pratique.

La ruralité constitue d'ailleurs un élément central des problématiques soulevées. Les grandes distances entre les équipements, l'absence de certaines infrastructures spécialisées et les

coûts d'entretien représentent des contraintes fortes pour les collectivités locales comme pour les associations sportives.

Malgré ces difficultés, les retours recueillis montrent que les comités reconnaissent les efforts réalisés par les communes et intercommunalités pour maintenir et développer les équipements sportifs.

Les attentes portent désormais principalement sur :

- La rénovation des infrastructures vieillissantes ;
- L'augmentation des créneaux disponibles dans les gymnases ;
- La création ou la mutualisation d'équipements spécialisés ;
- L'entretien renforcé des terrains, pistes, chemins et espaces de pleine nature ;
- Une meilleure adaptation à la hausse de licenciés.

L'enquête confirme ainsi que les infrastructures constituent un enjeu stratégique pour le développement du sport en Creuse. Si le niveau d'équipement est globalement jugé satisfaisant, les besoins de modernisation, d'entretien et d'adaptation restent nombreux afin d'accompagner durablement la progression des pratiques sportives sur l'ensemble du territoire.



- **Points à retenir**

Une dynamique de reprise confirmée : le nombre de licences atteint **25 917**, soit une hausse de **5,8 %** par rapport à la saison précédente. Cette progression confirme la bonne dynamique du mouvement sportif creusois et le retour à un niveau de pratique supérieur à celui observé avant la crise sanitaire.

Le bénévolat reste le principal défi du sport creusois : **76 % des comités** déclarent rencontrer des difficultés pour recruter ou renouveler leurs bénévoles. Le manque de disponibilité, la difficulté à prendre des responsabilités associatives et le renouvellement des dirigeants constituent les principaux freins identifiés.

Des finances globalement stabilisées mais toujours fragiles : la majorité des comités présentent des budgets équilibrés ou excédentaires. Toutefois, leur fonctionnement reste fortement dépendant des financements publics et des évolutions des dispositifs d'aide, dans un contexte où les coûts de fonctionnement continuent d'augmenter.

Une professionnalisation encore limitée : l'emploi salarié demeure concentré dans quelques structures. Si plusieurs comités envisagent de recruter, les projets d'embauche restent largement conditionnés à l'obtention de financements pérennes et à la sécurisation des postes existants.

Un événementiel dynamique au service du territoire : les manifestations sportives continuent de jouer un rôle majeur dans l'animation locale, la promotion des disciplines et le renforcement du lien social. Leur organisation repose néanmoins sur un équilibre fragile entre ressources financières, disponibilité des bénévoles et contraintes logistiques.

Des infrastructures jugées satisfaisantes mais perfectibles : les équipements sportifs obtiennent une note moyenne de **6,8/10**. Les besoins concernent principalement la rénovation des installations vieillissantes, l'amélioration des vestiaires, l'accès à davantage de créneaux et le développement de certains équipements spécialisés.

L'inclusion poursuit sa progression : près de **6 comités sur 10** souhaitent développer des actions liées au Handisport, au Sport Adapté ou au Sport Santé. Les attentes portent principalement sur l'accompagnement des clubs, la formation des encadrants et la mise en réseau des acteurs du territoire.

Le sport : un acteur essentiel de l'attractivité creusoise : malgré les contraintes liées à la ruralité, les comités départementaux poursuivent leur développement grâce à l'engagement de leurs bénévoles, à la mobilisation des collectivités et à leur capacité d'adaptation face aux évolutions du secteur sportif.

- **Pistes de réflexion**

Renforcer l'attractivité du bénévolat en développant une offre de formation adaptée aux besoins des associations, en valorisant davantage l'engagement bénévole et en favorisant le renouvellement des dirigeants.

Sécuriser les financements du mouvement sportif grâce à des dispositifs plus stables, plus lisibles et davantage adaptés aux réalités des territoires ruraux, notamment en matière de déplacements et de faibles densités de population.

Accompagner la professionnalisation des structures en consolidant les emplois existants, en facilitant l'accès aux aides à l'emploi et en étudiant les possibilités de mutualisation lorsque les besoins sont partagés entre plusieurs structures.

Améliorer l'accès aux équipements sportifs en poursuivant les efforts de rénovation, en optimisant l'utilisation des créneaux disponibles et en répondant aux besoins identifiés concernant les gymnases, dojos, pistes sportives et espaces de pleine nature.

Poursuivre le développement des pratiques inclusives en accompagnant les clubs souhaitant s'investir dans le Handisport, le Sport Adapté ou le Sport Santé, notamment à travers la formation, l'information et la mise en réseau des acteurs concernés.

Soutenir le dynamisme événementiel du territoire en accompagnant les organisateurs face aux enjeux de financement, de mobilisation bénévole et de logistique, afin de maintenir un maillage sportif attractif sur l'ensemble du département.

Renforcer l'observation du mouvement sportif creusois en pérennisant l'Observatoire du Sport afin de suivre les évolutions dans le temps, objectiver les besoins du territoire et alimenter le dialogue avec les collectivités, les partenaires institutionnels et les financeurs.

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION



INSTAGRAM

@cdoscreuse



LAVAUD Sébastien
06 45 89 55 38



YOUTUBE

@cdoscreuse



CHICAUD Jessy
06 70 02 96 21



FACEBOOK

@cdoscreuse



CAMPAGNE Sébastien
06 75 32 86 62



CDOS

CREUSE

Site WEB

